

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

ARRETE

portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement

SERVICE PREVENTION DES RISQUES  
ENVIRONNEMENTAUX  
N°IC 2003/2223  
CLB

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement (Livre V) ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111-1°, de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 21 juin 2010, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU l'arrêté préfectoral du 26 août 1994, modifié le 14 février 2006, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « E.A.R.L. CARFANTAN », autorisant l'exploitation en PLURIEN au lieu-dit « La Grande Hazaie » d'un élevage avicole de 184754 animaux équivalents (*poules pondeuses*) avec une unité de transformation des fientes ;
- VU l'arrêté préfectoral du 21 janvier 1999, modifié notamment le 11 avril 2006, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « E.A.R.L. LA MAGDELEINE » (*reprise par « E.A.R.L. CARFANTAN »*), autorisant l'exploitation en PLEUDIHEN SUR RANCE au lieu-dit « La Magdeleine » d'un élevage avicole de 47000 animaux équivalents (*poules pondeuses œufs de consommation*), avec une unité de transformation des fientes ;

- VU la demande présentée le 17 mai 2010 par l'installation classée « **E.A.R.L. CARFANTAN (Alain)** », sise « Le Reposoir » en HENANBIHEN, en vue de la restructuration externe, avec augmentation du cheptel (*après reprise et transfert de « E.A.R.L. LA MAGDELEINE » en PLEUDIHEN SUR RANCE*), d'un élevage avicole autorisé en PLURIEN (Sections ZN 79-89-103-111) au lieu-dit « La Grande Hazaie », soit 222354 animaux équivalents (*poules pondeuses*), avec mise à jour de la gestion des déjections (*contrat d'exportation avec TERRIAL*) et adaptation de l'unité de fabrication d'engrais et de supports de cultures, ainsi que des constructions (*extension du P3 avec réaménagement des bâtiments, et extension du hangar de maturation des fientes*) ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de PLURIEN - FREHEL - LA BOUILLIE - HENANBIHEN ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 9 juin 2011 ;
- VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 24 juin 2011 ;
- CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;
- CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant de la BAIE DE LA FRESNAYE ;
- CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de PLENEUF-VAL ANDRE, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 75 ha ;
- CONSIDERANT que le projet concerne l'extension d'un élevage avicole, déjà existant, par restructuration externe, incluant un transfert de droit à produire (*provenant de l'élevage avicole de « E.A.R.L. DE LA MAGDELEINE » en PLEUDIHEN SUR RANCE*) autorisé par accord CDOA du 12 mai 2009.
- CONSIDERANT que cette augmentation d'effectif s'accompagne de la mise aux normes « bien être animal » prévue au 1<sup>er</sup> janvier 2012 pour les poules pondeuses élevées en cage. La répartition des effectifs dans chaque bâtiment est revue du fait de l'aménagement des cages et de l'arrêt de la fosse profonde dans un des poulaillers. Des travaux d'agrandissement sont prévus, tant au niveau du poulailler mené actuellement sur fosse profonde qu'au niveau du hangar de maturation des fientes ;

CONSIDERANT que les 37600 poules supplémentaires à loger et la mise aux normes des cages prévues au 1er janvier 2012 engendreront les travaux suivants : changement des cages dans le P1 (*effectif passant de 49560 à 45540 places*), mise en place de quelques compléments de matériels intérieurs des cages dans le P2 (*effectif passant de 95414 à 76320 places*), extension et restructuration interne avec changement des cages et passage en gaines ventilées au détriment de la fosse profonde dans le P3 (*effectif passant de 39780 à 100494 places*) avec rallongement de 44 mètres, agrandissement du hangar à fientes à hauteur de 450 m<sup>2</sup> par rallongement de 30 mètres ;

CONSIDERANT que l'exploitation produit 89164 UN et 68263 UP205 ;

CONSIDERANT que l'intégralité des fientes produites (*soit 2224 tonnes*) sera séchée et exportée via la société « TERRIAL » (*convention du 11 janvier 2010*) vers des cantons où la pression d'azote organique est inférieure à 140 UN/Ha et hors ZES. Les fientes issues des poulaillers P1 et P2 seront normalisées dans le tunnel existant de type « SECONOV », celles issues du P3 le seront par des gaines de séchage ;

CONSIDERANT que la restructuration externe présentée à l'avantage de mettre à l'arrêt définitif un élevage présentant de nombreux dysfonctionnements situé sur PLEUDIHEN SUR RANCE et d'augmenter le potentiel de production d'une ferme de ponte très bien tenue, dans le cadre de sa mise aux normes bien être animal 2012 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

#### ARTICLE 1<sup>ER</sup> -

A. - Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « E.A.R.L. CARFANTAN (Alain) », sise en HENANBIHEN au lieu-dit « Le Reposoir », à installer et exploiter en PLURIEN au lieu-dit « La Grande Hazaie » (sections ZN 79-89-103-111), conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole de 222354 animaux équivalents en présence simultanée, répartis comme suit : *222354 poules pondeuses d'œuf de consommation*.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2111-1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté ministériel du 7 février 2005 et l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009 visés ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

B. - Il est donné acte au pétitionnaire de sa déclaration, au titre de « EARL CARFANTAN » par laquelle il fait connaître qu'il va exploiter également à cette adresse une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 2224 tonnes par an.

Pour l'exploitation de cette fabrique d'engrais et supports de culture, l'éleveur devra respecter les prescriptions complémentaires édictées à l'article 3 ci-après.

#### ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES BATIMENTS D'ELEVAGE

L'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application des dispositions du Code de l'Environnement susvisé ;

##### 2.1. AMENAGEMENT :

2.1.1. - Toutes les eaux usées (*sas, etc.*), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

##### 2.2. - SECURITE :

2.2.1. - Les matériaux employés pour la construction et la rénovation des bâtiments devront être de catégorie M3 au minimum (*c'est-à-dire moyennement inflammables*).

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (*extincteurs pour feu d'origine électrique*). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue des élevages.

2.2.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5. - Installer à 300 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise de 120 m<sup>3</sup> conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

2.2.6. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

### ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES CONCERNANT LA FABRIQUE D'ENGRAIS ET SUPPORTS DE CULTURES

La fabrication des produits (*fientes déshydratées*) sera réalisée :

a) par un trémie de séchage des fientes (S= 504 m<sup>2</sup>) pour les poulaillers P1 et P2 et la maturation des fientes dans un hangar aménagé d'une surface de 1200 m<sup>2</sup> permettant un stockage de 6 mois offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement ;

b) par des gaines ventilées dans le poulailler P3 et maturation dans le hangar sus mentionné.

#### 3.1 - DISPOSITIONS GENERALES

##### 3.1.1. Conformité de l'installation à la déclaration

L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande, lesquelles seront adaptées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions ci-après.

##### 3.1.2. Modifications

Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

##### 3.1.3. Dossier installation classée

L'éleveur doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- a) le dossier de déclaration,
- b) les plans tenus à jour,
- c) l'acte administratif réglementant l'activité,
- d) le cahier de suivi du séchage,
- e) les documents et analyses visés à l'article 3.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### 3.2 - IMPLANTATION - AMENAGEMENT

##### 3.2.1. Règles d'implantation

Sans préjudice des dispositions réglementaires applicables par ailleurs, l'installation doit être implantée :

a) à au moins 100 mètres de toute habitation occupée par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, des établissements recevant du public, ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;

b) à au moins 50 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;

c) à au moins 200 mètres des lieux et baignade et des plages ;

d) à au moins 500 mètres des piscicultures et des zones conchyliques, aquacoles et gisements naturels de coquillages.

### 3.2.2. Intégration dans le paysage

L'éleveur prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site (*peinture, plantations, engazonnement...*). Il tient à jour un schéma d'aménagement visant à s'assurer de l'intégration esthétique de l'établissement. L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

Il est apporté un soin particulier aux abords de l'établissement relevant de l'exploitant, et notamment autour des émissaires de rejets (*plantations, engazonnement, etc.*).

### 3.2.3. Interdiction d'habitation au-dessus des installations

L'installation ne doit pas être surmontée de locaux habités ou occupés par des tiers.

### 3.2.4. Accessibilité - voie de circulation.

Les différentes zones de l'installation doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les bâtiments éventuels sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin.

En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.

A l'intérieur de l'établissement, les voies de circulation, les pistes et voies d'accès seront nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de déchets sur les voies de circulation.

### 3.2.5. Installation de séchage.

3.2.5.1. - Le produit obtenu répondra aux critères imposés par la norme NFU-42 001.

3.2.5.2. - La durée d'entreposage sur le site de séchage sera inférieure à un an.

3.2.5.3. - La fabrique d'engrais et de supports de cultures devra être fonctionnelle au plus tard 6 mois à compter de la date du présent arrêté.

### 3.2.6. Ventilation des locaux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux fermés abritant l'une des aires visées doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

## 3.3 - EXPLOITATION - ENTRETIEN.

### 3.3.1. Surveillance de l'exploitation.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation. Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.

### 3.3.2. Propreté.

L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

### 3.3.3 Conformité des produits :

3.3.3.1. L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi du séchage sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite du séchage et l'évolution biologique du séchage avec, au minimum ;

- a) la quantité de matières premières entrantes en séchage par catégorie,
- b) l'origine des matières premières (*nature et origine des déjections - origine des déchets verts, le cas échéant*),
- c) les dates d'entrée en séchage,
- d) la date de l'entrée en maturation,
- e) le bilan matière dans la mesure où le procédé démontrant un abattement d'azote sur le fertilisant à épandre.

La durée du séchage doit être indiquée pour chaque lot.

3.3.3.2. Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

3.3.3.3. Ces documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.

3.3.3.4. Toute modification du process doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

3.3.3.6. Pour les fientes qui ne sont ni homologuées ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre (*destruction, incinération, épandage, etc.*).

### 3.3.4 Utilisation des fientes :

#### \* *fientes utilisées comme produit commercial destiné à être mis sur le marché*

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les fientes doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultats définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation et indépendamment des exigences particulières portées sur le contrat de reprise, pour chaque lot commercialisé, l'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants: Matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH<sub>4</sub>, P<sub>2</sub>O<sub>5</sub>, K<sub>2</sub>O.

Par ailleurs et dans l'attente de la publication par la commission d'étude de la toxicité des matières fertilisantes et des supports des cultures, des tolérances en éléments toxiques, l'exploitant est tenu de réaliser, tous les six mois, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

De même, il devra procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivants : E.coli, salmonelles (St, E), Clostridium, entérocoques, oeufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches datant de moins de six mois devra être fourni avant chaque reprise de produit.

Le produit devra être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage devra également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

Pour être considéré comme une mesure de résorption par exportation du produit à des fins commerciales, l'exploitant devra mettre en place une traçabilité conformément aux dispositions prévues à l'article 3-4.

*\* fientes utilisées en tant que matière fertilisante destinée à l'épandage*

A défaut de disposer d'une homologation, d'une autorisation provisoire de vente, d'une autorisation de distribution pour expérimentation ou d'avoir un produit conforme à une norme d'application obligatoire, l'exploitant doit respecter les dispositions réglementaires en matières d'épandage d'effluents d'origine agricole définies par les arrêtés préfectoraux relatifs aux élevages et par l'arrêté préfectoral relatif au programme d'action « nitrates ».

Les fientes obtenues selon la méthodologie définie dans le dossier et répondant à la norme peut être épandu à 10 mètres des tiers.

Le suivi de l'épandage est assuré par l'enregistrement sur le cahier de fertilisation conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

**3.4. GESTION DES FLUX - TRAÇABILITE**

Une convention est établie avec un prestataire de service qui assure la mise sur le marché ou la reprise vers une installation classée 2170 pour 2 224 tonnes de compost par an soit 89 164 unités d'azote.

Cette convention devra préciser :

- a) les obligations de l'éleveur,
- b) les conditions de reprise,
- c) les modalités selon lesquelles la société qui assure la reprise fournira à l'inspecteur des installations classées les informations nécessaires concernant la destination finale du produit.

Afin de justifier d'une mesure de résorption, les produits repris devront être épandus en dehors des cantons en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UN/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- a) les dates de départs,
- b) les références de lot,
- c) la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant,
- d) les quantités livrées en tonnes et/ou en m3,
- e) le nom du transporteur,
- f) les destinations (*nom du destinataire et lieu de destination*).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m3, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

### 3.5. - PREVENTION DES RISQUES INCENDIE.

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

a) d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (*bouches, poteaux, ..*) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à prévenir ;

b) d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux dangers à combattre et compatibles avec les produits stockés ;

c) d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

d) de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

### 3.6. - AIR - ODEURS.

L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par séchage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envois de poussières et matières diverses :

a) des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation ;

b) pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

## ARTICLE 4 - MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES (M.T.D.)

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

## ARTICLE 5 - REMISE EN ETAT DU SITE

L'arrêt de l'atelier avicole, précédemment autorisé au titre de l'installation classée « E.A.R.L. LA MAGDELEINE » pour 47000 pl. de poules pondeuses sur le site « La Magdeleine » en PLEUDIHEN SUR RANCE, sera effectif *dès que le projet de restructuration externe sera réalisé sur le site de « La Grande Hazaie » en PLURIEN.*



Les bâtiments seront ensuite désaffectés dans un *délai de trois mois* après l'arrêt de l'exploitation.

L'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger .En particulier :

a) tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;

b) les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

#### ARTICLE 6 - *RESORPTION* :

- par transfert : 89164 unités d'azote.

#### ARTICLE 7 -

Le présent arrêté abroge et remplace les décisions préfectorales susvisées du 26 août 1994 et du 14 février 2006 (*site de PLURIEN*), ainsi que celles du 21 janvier 1999 et du 11 avril 2006 (*site de PLEUDIHEN SUR RANCE*).

#### ARTICLE 8 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

#### ARTICLE 9 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives des mairies de PLURIEN et PLEUDIHEN SUR RANCE pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte des mairies de PLURIEN et PLEUDIHEN SUR RANCE pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

#### ARTICLE 10 -

*« Délai et voie de recours (articles L.514-6 et L.515-27 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX).*

Art. R. 514-3-1. du Code de l'environnement - Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

« — *par les tiers*, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, *le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service* ;

« — *par les demandeurs ou exploitants*, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »

#### ARTICLE 11 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, les Maires de PLURIEN et PLEUDIHEN SUR RANCE, le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, au(x) maire(s) de LA BOUILLIE - HENANBIHEN - ERQUY - MATIGNON - PLEBOULLE - FREHEL - RUCA.

SAINT-BRIEUC, le

1 AOUT 2011

LE PREFET,  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général  
Philippe de Gestas-Lespérourx